

Madame Diane Jean, présidente,

Régie de l'énergie

greffe@regie-energie.qc.ca:

Objet : Hydro-Québec- dossier *tarifaire* R-3854-2013 /Option de retrait.

Madame

La présente est pour réclamer d'urgence un **moratoire** sur l'installation des compteurs de nouvelle génération (dits « intelligents ») par la société d'État Hydro-Québec ainsi que **l'abolition totale des frais de retrait**.

A titre de citoyenne et de citoyen, nous sommes particulièrement préoccupés par l'impact de ces nouveaux compteurs sur la santé. Ces compteurs émettent et reçoivent des ondes en moyenne toutes les 20 secondes, 24 heures sur 24. En plus, des routeurs et des antennes-relais seront installés partout au Québec, ajoutant à l'accumulation des ondes électromagnétiques. La littérature mentionne que les ondes pulsées émises par les compteurs « intelligents » ne se comparent pas aux ondes non pulsées émises par les autres appareils disponibles sur le marché (téléphones portables, etc.) : elles seraient en effet intermittentes et très puissantes (on parle d'effet coup de fouet). **L'Organisation mondiale de la santé a même émis un avis à l'effet que ces ondes sont potentiellement cancérigènes¹**. Bien sûr, le débat fait rage sur le danger de ces ondes et il est difficile pour nous, groupe de défense des droits des consommateurs, de trancher entre tous les avis scientifiques que l'on nous soumet. Il appert qu'Hydro-Québec s'appuie sur la norme du Code de sécurité 6 de Santé Canada pour affirmer que les ondes de ses nouveaux compteurs sont sans danger pour la population. Or, le Code de sécurité 6 est actuellement en processus de révision. Considérant cela, nous nous sentons tout à fait justifiés de demander l'application du principe de précaution, et donc un moratoire sur l'installation de ces compteurs, en attendant que Santé Canada termine la révision du Code de sécurité 6. Surtout considérant que toute option de retrait n'empêche pas que ces nouveaux compteurs sont communicants et donc propagent les ondes jusqu'au routeur le plus proche : les citoyens qui les refuseront seront donc tout de même exposés aux ondes des compteurs des voisins de même qu'aux routeurs et antennes-relais qu'installera Hydro-Québec un peu partout.

Le 29 mai dernier, pour une rare fois, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la résolution suivante, proposée par Québec solidaire: «Que l'Assemblée nationale demande à Hydro-Québec d'évaluer d'autres options afin de ne pas pénaliser financièrement ses clients qui ne veulent pas de compteurs «intelligents» et leur offrir le choix d'un autre type de compteur sans leur imposer des frais punitifs qui sont actuellement de [163] \$ à l'installation et de 206 \$ annuellement.» Depuis, votre attachée de presse, Mme Geneviève Héon, a indiqué par courriel au magazine La maison du 21e siècle que la ministre «a demandé à la société d'État de procéder de nouveau à l'analyse d'autres solutions envisageables pour les clients ne souhaitant pas de CNG» (compteurs de nouvelle génération). Nous attendons toujours des nouvelles à ce sujet. Il nous semble important que les citoyens puissent se prévaloir du droit de retrait, et ce, sans frais (ni pour l'installation ni mensuels). L'option de retrait actuellement prévue par Hydro-Québec pénalise les

¹ <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs193/fr/>

ménages à faible revenu, les locataires (que faire si le propriétaire refuse de défrayer l'option de retrait?), de même que les propriétaires ou locataires qui ont plusieurs compteurs dans leur maison ou appartement (qui a les moyens de payer les frais de retrait pour plusieurs compteurs dans son logement?).

Le dernier élément sur lequel s'appuie la demande de moratoire concerne les risques d'incendie liés à ces nouveaux compteurs. Partout où ils ont été installés, l'on observe une augmentation du nombre d'incendies déclenchés par l'explosion de ces compteurs. C'est survenu récemment à St-Léonard (4). Bien sûr, HQ nie toute responsabilité, car l'admettre serait clouer le cercueil de son projet de remplacement de compteurs. Mais, même la Corporation des maîtres électriciens se déclare inquiète des risques d'incendie liés aux nouveaux compteurs (5). De plus, les liens suivants montrent que l'incendie récent à St-Léonard n'est pas un événement isolé et que les autorités sont préoccupées par le phénomène en Ontario et en Colombie-Britannique, notamment:

- <http://www.oafc.on.ca/article/unusual-number-fires-smart-meters-linked-ontario-fire-marshal-says-faulty-base-plates-could>
- <http://emfsafetynetwork.org/pge-denies-smart-meter-fires/>
- <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/smart-meter-fires-spark-concerns-in-b-c-1.1268202>
- <http://stopsmartmeters.com.au/category/house-fires/>

Par ailleurs, la Ligue des droits et libertés questionne les risques d'atteinte à la vie privée et à la protection des renseignements personnels qu'offre la technologie utilisée pour recueillir différents informations relatives à la consommation d'électricité des ménages.

Nous espérons que vous porterez une attention immédiate à notre demande.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Florence Frigon

Claude Bourque

1235 rue Principale, Prévost. QUÉBEC. J0R1T0

Cc : Madame Martine Ouellet, ministre@mrnf.gouv.qc.ca

Refusons Les Compteurs, refusonscompteurs@gmail.com

Claude Cousineau, ccousineau-berr@assnat.qc.ca

Jean Hudon, Coalition québécoise de lutte contre la pollution électromagnétique
info@cqlpe.ca